

Article

« A la recherche d'une éthique des démographes »

Léon Tabah

Cahiers québécois de démographie, vol. 5, n° 1, 1976, p. 129-140.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/600709ar>

DOI: 10.7202/600709ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

A LA RECHERCHE D'UNE ETHIQUE DES DEMOGRAPHES

par

Léon Tabah*

Directeur de la Division de la Population des Nations Unies, New York

En écrivant les premières lignes de cette communication sur "l'éthique du démographe" l'auteur se demande s'il n'a pas accepté à la légère l'invitation qui lui était faite, n'ayant jamais traité le sujet. Et, du reste, il doute qu'il y ait des règles de conduite propres aux démographes et ne va-t-il pas se lancer dès lors dans la rédaction d'une composition digne du temps où il était lycéen sur les règles morales du chercheur en général, ou tout au plus de celui qui appartient aux sciences sociales? Au nom de quoi ces règles devraient-elles différer pour le démographe et pour celui s'adonnant à des disciplines riveraines, ou même éloignées? Ne va-t-il pas tomber nécessairement dans des généralités et des banalités?

L'auteur se demande aussi s'il n'a pas été choisi pour cette tâche ingrate du fait de ses fonctions dans une organisation internationale entre les hommes d'action et les scientifiques, entre le prince et le savant.

Mais là il lui faut reconnaître qu'il n'est pas vain de se demander, à un moment où la population fait l'objet d'âpres discussions dans les forums internationaux, quelle relation existe entre l'action en cours et la recherche, fondamentale ou appliquée. Un véritable problème de caractère épistémologique se trouve posé dans la mesure où les politiques de population proposées récemment, en absorbant l'attention de nombreux chercheurs, risquent de mettre en question la valeur et la portée de la recherche démographique tout entière.

* Les idées émises par l'auteur lui sont purement personnelles et ne sauraient en aucun cas engager l'Organisation des Nations Unies.

1. D'abord, il est bien évident que la démographie se trouve soumise aux règles de la recherche scientifique, comme toute autre discipline. Soumission aux faits et à la logique, ouverture, flexibilité, disponibilité sont la marque de l'esprit scientifique. L'éthique, sévère et contraignante, se fonde sur le concept de devoir, elle implique des commandements et des interdictions, des règles de conduite. Le chercheur a choisi sa profession avec tout ce que cela comporte de rigueur morale sans laquelle la rigueur logique et l'objectivité seraient inaccessibles. Il sait au départ que la vocation de la science est inconditionnellement la vérité, ce qui exige certaines valeurs morales et une ascèse. En particulier, le chercheur doit éviter de corrompre la pureté de sa démarche rationnelle en y mêlant des prises de position politique, religieuses, ou des effusions sentimentales, et la démographie est un domaine qui s'y prête aisément. Son attitude doit être toute de renoncement, de sublimation de ses propres options politiques et religieuses par un raffinement ingénieux de la conduite de vie dès qu'il aborde le sujet de sa recherche afin que sa manière de croire n'influence pas son travail de recherche. Alors que les systèmes religieux ou utilitaristes voient dans la connaissance un moyen d'atteindre un but, certes parfois fort respectable, il en est différemment de l'éthique de la connaissance, comme l'a si bien dit le Professeur Monod dans sa leçon inaugurale au Collège de France, qui doit rester libre de toute attache idéologique et constitue un but en soi. Le chercheur doit se tenir à l'écart de cette matrice de préjugés qu'est une idéologie, et qui implique une attitude d'esprit antinomique de la réflexion scientifique. Le plus grand dérèglement de l'esprit scientifique serait de présenter les résultats d'une recherche pour ce qu'on voudrait qu'ils soient et non pour ce qu'ils sont. Il ne saurait y avoir une démographie bouddhiste ou catholique, une démographie libérale ou marxiste; il y a une démographie tout court. Le démographe doit se livrer à une enquête, aventure au reste passionnante, dont il ignore au départ le terme, la force des choses pouvant le conduire à des résultats auxquels il n'avait pas pensé. Et, de fait, c'est un véritable plaisir que de découvrir un point de vue différent de celui en lequel on était installé.

Le chercheur se doit de donner du phénomène qu'il étudie une vision dépouillée de tout parti pris et de toute illusion.

Aucun thème ne doit lui être interdit car ce serait contraire à une attitude scientifique.

Les règles constitutives de la communauté scientifique sont, d'abord l'absence de restriction dans la conception de la recherche et dans l'établissement des faits eux-mêmes, le droit et le devoir de présenter les faits bruts sans en écarter aucun. Le chercheur doit commencer par rigoureusement tracer le cadre conceptuel de la recherche sans lequel il n'y aurait pas de recherche digne de ce nom. Il doit ensuite, inventorier le réel avant de le comprendre. C'est à ce prix que la démographie passera de son stade encore descriptif à l'explicatif. Tout savant sait la difficulté qu'il y a à établir un fait. Aussi procède-t-il lentement. Il n'admet que ce qui est vérifié. Et même il se méfie de ses propres vérifications. Il travaille en collaboration, et il appelle la critique d'autrui. Il s'efforce d'atteindre des vérités toujours partielles, des vérités devant décrire un aspect du réel, si menu soit-il. Nous savons tous la difficulté à établir un simple taux de natalité pour un pays en voie de développement, ce qui exige parfois de longs travaux pour finalement parvenir à un chiffre souvent attendu, qui déçoit ou impatiente le non spécialiste et souvent aussi l'organisme qui a "commandé" ou financé la recherche. Celui-ci n'est pas toujours prêt à comprendre l'attitude du chercheur, toute de modestie, et qui consiste à dire que savoir peu est déjà positif si cela conduit à approfondir la connaissance et à mieux l'utiliser.

Mais il ne suffit pas d'enregistrer interminablement des faits, ou des messages comme on dit maintenant, il faut encore les décoder. Les phénomènes sociaux sont des phénomènes au sens grec du terme, des manifestations, des apparences derrière lesquelles le chercheur doit saisir un schéma organisateur d'ordre logico-mathématique.

Ici encore le chercheur doit commencer par revendiquer l'absence de restriction quant au droit de discussion et de critique sur la méthode choisie. La méthode étant une technique de la connaissance, elle doit être commandée par la loi de toute technique, à savoir l'efficacité, seul critère de choix.

Il faut, enfin, interpréter les résultats. Et c'est là que les difficultés commencent réellement car plusieurs interprétations sont presque toujours compatibles avec les données. Le but est de préciser les relations entre les variables, l'action qu'exerce chacune d'elle sur la conduite de telle autre catégorie de variables. Il faut constituer sans a priori des groupes réels, des ensembles définis, des structures-mère. Le chercheur doit ainsi passer du donné incohérent à un ordre intelligible, rendre compte de l'apparente irrationalité des événements. Une pluralité d'explications partielles apparaît d'où l'on peut juger de l'habileté du chercheur à confronter systématiquement la logique et l'expérience, et plus encore son objectivité, sa capacité de refoulement des sentiments qui le lient à l'objet, des jugements de valeur qui surgissent spontanément en lui. Seule l'interprétation rationnelle doit intervenir de façon déterminante dans l'élaboration d'une réflexion scientifique.

La responsabilité du démographe dans sa démarche est considérable. Nous nous trouvons, en effet, dans un domaine où l'observation ne révèle que rarement l'existence de réalités rigoureusement identiques à elles-mêmes, par suite de l'hétérogénéité du temps. L'expérimentation y est par nature impossible. C'est au surplus un domaine où les théories scientifiques sont peu nombreuses. Certes, les lois de Lotka sont tout à fait remarquables, mais deviennent à peu près inapplicables dès que l'on s'éloigne de l'état stable ou quasi stable, ce qui est devenu presque la règle. Les théories purement mathématiques sont sans doute de peu d'utilité. Le bon démographe est celui qui conserve le sens de la spécificité de chaque époque et de chaque population, qui envisage chaque problème en soi, sans déduire les solutions à proposer d'un ensemble de principes posés une fois pour toutes.

2. Cela dit, pouvons-nous ajouter que les démographes n'ont pas d'idéologie, qu'étant hommes et femmes de science ils se donnent une réponse objective à toute question qu'ils se posent, ou qui leur sont posées? En fait, en raison surtout des changements qui ne cessent de s'opérer dans la discipline, qui n'est plus ce qu'elle était, c'est-à-dire un secteur paisible de la recherche, une science contemplative, comme on dit, relativement plus structurée que les autres sciences sociales, mais aussi plus détachée de la réalité, souvent faute de données, les attitudes des démographes ont elles-mêmes changé. Le tableau que nous avons dressé risque de n'être qu'une image d'épinal, une représentation idéale et stéréotypée de la vérité, comme ce serait d'ailleurs le cas pour toutes les sciences sociales.

Quelque chose s'est achevé: l'idée que la science est source de prestige. M. René Maheu, Directeur général de l'UNESCO au colloque "Biologie et avenir de l'homme" qui s'est tenu à Paris en septembre 1974 disait "La science a perdu une partie de son prestige de naguère, et plus encore, de la confiance que l'on mettait en elle pour assurer le progrès et le bonheur de l'humanité".

Pour nombre de démographes, et plus encore pour ceux qui les "commanditent", qu'il s'agisse de l'Etat, des institutions internationales ou des organisations privées, la fin ultime des recherches doit être la participation à l'action, ce que l'on appelle des recherches actives dans lesquelles le chercheur prend lui-même une part personnelle à l'investigation. La science qu'ils conçoivent doit être un instrument utile de l'action. Et Durkheim lui-même ne disait-il pas que toutes nos recherches ne vaudraient pas une demie heure d'effort si elles ne devaient déboucher sur l'action. La science qui analyse les relations de cause à effet est celle qui répond aux besoins de l'homme d'action pour lui permettre d'atteindre les buts qu'il s'est fixé. L'action ne saurait être que l'aboutissement du travail du scientifique et on ne saurait dénier à l'Etat commanditaire le droit de demander aux savants les éléments de l'inventaire de l'intervention qu'il se propose.

Et, d'ailleurs, la sociologie n'est-elle pas définie par nombre de sociologues comme la science de l'action dans le domaine social et toute une théorie sociologique, dite "actionaliste" a été mise au point. Les sciences sociales ont toujours résisté plus difficilement que les sciences dites exactes ou naturelles à l'intrusion de la politique.

Inversement si la politique s'est emparée de la science, voici que la science prend plus récemment sa revanche et investit - en partie - la politique. Tout un secteur nouveau, à l'intersection de la science et de la politique, s'est développé avec les "techniques d'aide à la décision". On voit de plus en plus apparaître dans nos ministères une nouvelle classe hybride de technocrates, souvent accusés de créer une puissance souterraine régnant sur la société, omniprésents et inaccessibles (souvenez-vous de ce qu'après la guerre on a appelé la "synarchie", qui ne serait d'ailleurs qu'un mythe) impatientes de se réserver les responsabilités, regorgeant de compétence et d'assurance, bardés de diplômes, rompus aux techniques modernes, et désireux de concentrer toutes les décisions.

Ce qui explique le changement c'est avant tout que les problèmes d'aujourd'hui sont surtout des problèmes sociaux qui réclament naturellement l'action. La maladie, la mort par classe sociale, si prononcée partout dès qu'elle est mise en évidence, et fait scandale, l'avortement qu'on a la plus grande peine à chiffrer sous sa forme clandestine et à en évaluer les caractéristiques sociales et les incidences sur la santé, la contraception, désormais victorieuse, et dont on voudrait connaître les effets sur les tendances de la croissance démographique, le mauvais ajustement d'une population à son espace, la migration vers les villes que l'on entend diriger, les droits des migrants et de leurs familles que l'on souhaite protéger, tout cela exige une action de la part des pouvoirs publics qui doit être fondée sur des données sûres et correctement interprétées. Qui peut nier que tous ces problèmes, certes banals, mais dont l'importance ne saurait échapper, demandent l'emploi de méthodes rationnelles qui doivent permettre

au politique de décider dans les meilleures conditions? Un processus de va-et-vient entre le politique et le démographe-sociologue est dès lors nécessaire.

Ce qui est demandé sur ces différents problèmes au démographe ce n'est pas de prendre parti, mais d'aider les autres à le faire de façon aussi éclairée que possible. Reprenons l'exemple de l'avortement. Après des siècles de proscription, d'interdit religieux, de veto social et de silence on voit des médecins, considérés pendant longtemps "natalistes", prendre parti entre les droits contradictoires de l'enfant déjà conçu et de ceux de la femme qui ne doit pas être privée de la libre disposition de son corps et qui peut donc légitimement considérer l'enfant à naître comme un "hôte indésirable", en faveur de ces derniers droits. Une révision déchirante s'opère partout en ce domaine. Qui, au sortir de la dernière guerre, eût imaginé qu'on pourrait en France pratiquer des avortements légaux, que l'éducation sexuelle entrerait à l'école et que les moyens contraceptifs ne seraient plus vendus sous le manteau? Que l'euthanasie serait discutée au grand jour? Notre rôle est de participer à ces problèmes si graves et si profonds en mesurant les aspects essentiellement techniques, y compris les changements d'attitude, chaque fois qu'ils sont mesurables.

Dans le domaine du développement économique il appartient au démographe de déduire les conséquences de différents taux de croissance, construire différents modèles pour permettre au politique de planifier le changement social, prendre des mesures pour régler la vitesse, rectifier la direction, pallier les séquelles d'une évolution passée.

Le démographe doit aider l'homme d'action à élaborer une politique de santé, laquelle n'est pas assurée seulement par la médecine, mais aussi par des dépenses d'équipements collectifs et d'action sociale. Les progrès de la médecine sont tels qu'ils vont bientôt rendre insupportable pour la collectivité le coût de la maladie s'ils devaient être généralisés, tout au moins dans les pays où l'on ne se contentera pas du "médecin aux pieds nus". Il faudra bientôt

tracer des limites et exercer des choix. Un problème social redoutable, auprès duquel nos discussions sur la contraception d'aujourd'hui pourront apparaître mineures, va poser des drames de conscience. La "mortalité dirigée", selon l'expression de J. Bourgeois-Pichat, n'est plus un drame à un seul personnage, mais un phénomène social qui va imposer des responsabilités nouvelles à toute une gamme de chercheurs.

Les objectifs, les termes de référence comme on dit dans les organisations internationales, doivent être clairement explicités et définis. Avant l'analyse, avant la démonstration, il faut choisir son objet. Le politique intervient sur ce point de plus en plus, et on peut, certes, le regretter. Il faut ensuite, trouver l'outil adéquat. Et là le scientifique doit intervenir pour rassembler les données significatives, représenter les effets des différentes décisions envisageables, souvent réduites à une valeur monétaire pour la commodité du raisonnement, construire des modèles pour mesurer les effets des différentes options possibles, dresser un bilan. Parfois une réflexion rigoureuse, aidée d'instruments simples, fait mieux l'affaire que l'ordinateur. Finalement c'est au politique qu'incombe de comparer et de trancher souvent sans informations suffisantes, car le travail préparé par le démographe aboutit rarement à une seule solution valable, la morale du politique étant celle de la responsabilité des décisions. Il n'est guère concevable que toutes ces opérations soient réunies entre les mains des politiques, même lorsqu'ils sont des "technocrates" compétents. Ce dialogue entre politiques et scientifiques ne peut être que favorable à l'adoption des solutions.

Et, de fait, les esprits y sont préparés. J'ai pu constater au cours des colloques sur les problèmes de fond et des débats dans les instances délibérantes des Nations Unies, que les réunions des scientifiques sont devenues hautement politisées chaque fois que l'on traite des grands problèmes qui agitent le monde, et qu'inversement les politiques sont de plus en plus désireux d'être instruits sur les problèmes de fond. Faut-il se réjouir davantage du désir d'information scientifique des politiques que de la politisation des savants?

M. Valéry Giscard d'Estaing, en rappelant la responsabilité collective devant la science, a résumé l'idée généralement admise aujourd'hui que le "progrès viendra plutôt d'une concertation des hommes de science avec les autres hommes, et notamment avec les hommes politiques, que d'une réflexion en chambre des savants entre eux". Il ne fait guère de doute que l'action a besoin d'un savoir objectif et que les scientifiques sont appelés à jouer un rôle grandissant dans la conduite des Etats.

Il faut d'ailleurs convenir que les démographes sont loin d'être d'innocents savants. Prenons simplement la querelle, si je peux m'exprimer ainsi, qui a pris souvent la forme d'une véritable guerre de religion, entre "natalistes" et "malthusiens" ou "néo-malthusiens", et qui a empoisonné nos travaux pendant des décennies. Des démographes de renom y ont participé sans argument valable ni d'un côté ni de l'autre, du fait de la confusion entre le problème démographique et celui de la préservation d'un droit individuel qui nous paraît aujourd'hui fondamental et indéniable. La querelle prend fin, notamment après le Congrès mondial de la population de Bucarest, où l'on est sagement convenu que la contraception n'est pas liée à la natalité et que la régulation des naissances se justifie partout plus par le souci du bien-être familial que par la seule nécessité de réduire le taux de croissance démographique, l'intérêt collectif ne venant qu'après l'intérêt individuel. Le même genre de petite guerre reprend entre les adeptes de la croissance zéro et leurs détracteurs. Il convient, ici encore, d'adopter une attitude relativiste non seulement à l'égard de l'espace mais encore du temps. La prise en considération du facteur temps est, en effet, dans ce problème d'une importance considérable. Nul ne peut nier qu'il existe des saturations démographiques, même si nous sommes incapables de les mesurer rationnellement. Mais elles ne se produisent pas toutes au même moment, elles ne sont pas synchrones. Il ne fait guère de doute qu'une population stationnaire soit le destin commun à l'humanité, puisque comme on l'a dit "dix vers ne peuvent ronger indéfiniment une seule et même pomme". Mais il est tout

aussi certain que des décalages doivent être envisagés, les situations n'étant pas partout également pressantes. De toute façon nous sommes incapables de mesurer la population qui convient le mieux, à un moment donné, à un état des ressources naturelles et des conditions de production. Encore plus insaisissable est le repérage du moment et du chiffre atteint par une population lorsqu'elle sera parvenue à la stationnarité, situation inéluctable, mais rejetée dans un futur très lointain. Autant donc abandonner la querelle, parfaitement vaine, sur un problème mal posé au départ.

Ce qui est inadmissible c'est que des hommes de science s'adressent solennellement au public, dans le cadre de leur spécialité, pour formuler des jugements inspirés d'un simple mode. En 1951, un groupe d'anthropologues et de biologistes réunis sous les auspices de l'UNESCO a lancé "une déclaration sur les races" qui niait l'existence de différences génétiques héréditaires. Pour les signataires, les différences s'expliquaient entièrement par le milieu, la culture, l'histoire. Mais en 1964, une autre réunion de savants appartenant aux mêmes disciplines a formulé des "propositions de Moscou" où, au contraire, l'idée d'une "capacité génétique d'épanouissement intellectuel" était admise. Entre les deux documents il n'y avait eu aucune découverte scientifique, mais seulement un changement d'atmosphère. En 1951 on se préoccupait de réagir contre le nazisme et le colonialisme. En 1964, on commençait à tenir compte de fiertés naissantes qui revendiquaient, au lieu de les nier, certaines différences "raciales". Où est donc la neutralité axiologique à laquelle on se dit tellement attaché?

J'avais moi-même été invité par l'UNESCO, il y a une vingtaine d'années, à Paris, à discuter des relations entre la fécondité différentielle et le niveau intellectuel d'une population dans un aréopage de distingués généticiens, démographes et psychologues. Il s'agissait cette fois de discuter l'assertion selon laquelle le niveau intellectuel d'une population devrait baisser en raison du phénomène de

fécondité différentielle, vieille idée de l'eugéniste Galton qui, bien entendu, n'a jamais été prouvée. Quelle n'a été ma surprise, à la fin du débat, d'entendre le président proposer que chacun se prononce "intuitivement" sur la part de l'hérédité dans le niveau intellectuel à plus ou moins 50%. Le péché de bien des savants c'est qu'ils veulent prendre parti sur ce qu'ils ignorent. Le savant n'a pas le droit de profiter de l'autorité acquise, en matière purement scientifique, pour essayer d'imposer ses vues personnelles et partisanses. Ce que Max Weber n'admettait pas c'est que l'on présente pour des vérités scientifiques des convictions personnelles et subjectives émises par des savants, aussi éminents soient-ils. Dans notre propre domaine que de prix Nobel se sont prononcés sur les problèmes démographiques, alors qu'en réalité ils n'en savent pas plus que le plombier-zingueur!

3. Il est normal que les scientifiques soient de plus en plus passionnés de la chose publique, sans pour autant que leurs activités soient déviées au contact de prises de position politique, et donc sans manquer à leur vocation. Il est normal qu'ils ne travaillent plus livrés à leur seule fantaisie, sans porter atteinte à leur dignité. Les démographes doivent admettre que leur discipline, si elle n'est pas intégrée dans les grands problèmes sociaux, n'a aucune portée et aucun avenir.

Certains se refusent, et se refuseront longtemps, à cette idée, par goût, ou par une fausse conception de la neutralité scientifique. Je ne peux m'empêcher d'y voir plusieurs dangers pour la profession s'ils étaient suivis.

Le premier est que les réfractaires à cette évolution, et peut-être sont-ils les meilleurs d'entre nous, ne cherchent refuge dans des secteurs "protégés", à l'écart des problèmes du moment, par exemple dans la démographie historique, qui a certes donné des études d'une haute tenue ces dix dernières années, attirant de très nombreux chercheurs, ou dans le nirvana mathématique ou l'ivresse d'une prétendue science pure dégagée des contingences.

Le deuxième danger est que cet isolement relatif ne retarde la rencontre avec d'autres secteurs de la recherche, empêchant les interactions et réciprocity fructueuses des échanges, des idées et des techniques, alors qu'aucune discipline n'a autant besoin que la nôtre de s'enrichir au contact d'autres domaines. Alors que la démographie, encouragée d'ailleurs en cela par les hommes politiques, s'oriente vers un élargissement du champ de ses activités, abordant des problèmes nouveaux, d'une profondeur sans précédent, comme la relation entre la population et les ressources naturelles, notamment l'alimentation, ou l'environnement, ou la répartition des classes sociales, ou les conceptions nouvelles des droits de l'homme. Tout ceci constitue une véritable mutation de la discipline qui se forme sous nos yeux, et il ne saurait être question de passer à côté.

Enfin, un dernier danger serait la séparation entre "scientifiques" et "praticiens", due surtout au mépris des premiers pour les problèmes concrets. Cela s'est longtemps produit pour la fécondité par exemple, qu'on a traité souvent sur un plan purement quantitatif, non sans excès de technicité, alors que les recherches au contact des populations ont introduit une note d'humanisme indispensable à la bonne compréhension du problème.

Les démographes sont maintenant requis d'aider les gouvernements à établir des plans d'action cohérents sur la population. Ils peuvent le faire tout en restant impartiaux et objectifs, introduisant la rationalisation qui est la caractéristique du monde dans lequel nous vivons. Les liens de solidarité et d'indépendance entre la science et la politique en sortiront renforcés.